



N°1244
22 septembre
au 04 octobre 2023



Focus

Les 10 engagements du CNFPT en faveur de la transition écologique / Centre National de la Fonction Publique Territoriale, 2023, 11 p

<https://www.cnfpt.fr/sites/default/files/document/1689257737/10-engagements-du-cnfpt-faveur>

Totalement engagé aux côtés des collectivités territoriales, le CNFPT amplifie sa mobilisation pour développer les compétences indispensables à la transition écologique.

<https://www.cnfpt.fr/s-informer/nos-actualites/le-fil-dactu/formations-dintegration-transition->

Répertoire des métiers de la fonction publique

Ministère de la transformation et de la fonction publiques, 2023, 2518 p.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/Actualite/RMFP%20V1.pdf>

Ce référentiel, réalisé en partenariat avec les ministères, le CNFPT et les employeurs hospitaliers, répertorie les 1 069 métiers exercés dans les trois versants de la fonction publique. Il est structuré en 29 domaines fonctionnels, subdivisés en familles professionnelles.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport



Restauration scolaire : avec un seul gestionnaire, les cantines montent en gamme

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 46

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024127>

Le département des Yvelines (1,45 million d'habitants) a monté une société d'économie mixte à opération unique afin d'améliorer la restauration scolaire, en maîtrisant les coûts.

Comment rendre le travail moins éprouvant dans les cantines

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/887236>

Point noir en matière de santé au travail, la restauration collective fait pourtant l'objet d'actions de prévention dans des collectivités territoriales, avec des résultats positifs. En combinant matériels adaptés et réorganisation du travail.

Sports et loisirs : « L'IA peut optimiser la gestion d'un équipement »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 22-23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41002890>

Entretien avec Benjamin Branget, étudiant au doctorat interdisciplinaire en aménagement à l'université de Montréal

Une géographie de l'école souligne les disparités territoriales

Banquedesterritoires.fr, 15/09/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/une-geographie-de-lecole-souligne-les-disparites-territoriales>

Des écoles présentes partout, les lycées beaucoup plus rares, et une "valeur ajoutée" en deçà des attentes dans plusieurs départements ruraux, c'est ce que révèle une étude récente portant "un regard sur la diversité des écoles, collèges et lycées de France".

La restauration scolaire, pilier d'une transition alimentaire territorialisée ? / TETART Gilles

Pour, 2023, n° 246, p. 6-11

<https://www.cairn.info/revue-pour-2023-2-page-6.htm>

En 2022, le conseil départemental d'Indre-et-Loire reçoit le prix « TERRITORIA or » (Catégorie Eco Maires – actions en faveur de l'environnement) pour la mise en place d'une filière d'approvisionnement alimentaire vertueuse à destination de la restauration scolaire. Dans un contexte de mise à l'agenda politique des PAT (projet alimentaire territorial) depuis 2014 et d'un cadrage législatif (loi Egalim, 2018) axé sur l'alimentation durable, cette distinction est le fruit d'un double travail de mobilisation collective. D'une part, les cuisiniers des 54 collèges de l'Indre-et-Loire, mobilisés par le conseil départemental autour d'un programme de rééquipement de leurs cuisines en matériel de pointe ; d'autre part, des producteurs régionaux, à la recherche de nouveaux débouchés marchands, accompagnés par le conseil départemental et la chambre d'agriculture pour s'adapter aux contraintes de l'approvisionnement en restauration scolaire. À travers ces actions menées par la collectivité territoriale, des agencements inédits sont donnés à voir. La transition vers un système alimentaire qui répond à des critères de durabilité (alimentation décarbonnée, réduction du gaspillage alimentaire, approvisionnements locaux) conjugue la structuration de filières d'approvisionnement ad hoc pour la restauration scolaire, des innovations technologiques en cuisine réductrices de l'empreinte environnementale et, plus singulièrement, la prise en charge de la santé au travail des agents des restaurants scolaires. Sous ces aspects, cette note de recherche présente une trajectoire de connexion entre agriculture et alimentation durables dans un territoire.

[Retour sommaire](#)

Action internationale/Europe

Le rôle central des régions dans la gestion des fonds européens

ToutelEurope.eu, 26/09/2023

<https://www.toutelurope.eu/l-europe-en-region/le-role-central-des-regions>

Depuis 2014, les fonds européens de la politique régionale ne sont plus distribués uniquement par l'Etat mais aussi par les Conseils régionaux qui ont hérité d'une grande partie de leur gestion. Un effort de décentralisation demandé de longue date par les Régions mais qui demeure encore perfectible.

Aménagement et développement des territoires

Retrait-gonflement des argiles : quelle indemnisation en cas de dégâts ?

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 54-55

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41023971>

- . Une ordonnance du 8 février 2023 a institué un nouveau régime d'indemnisation des dégâts causés par le retrait-gonflement des argiles (RGA).
- . Les dommages liés au RGA peuvent être la résultante non pas d'un épisode de sécheresse isolé, mais de la répétition du phénomène.
- . La méthodologie d'identification de l'épisode de sécheresse et la qualité de l'expertise sont déterminantes dans la mise en œuvre de la future indemnisation.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047106316>

Les téléphériques urbains en pleine ascension

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 42-44

<https://www.lagazettedescommunes.com/886881>

- . Pourquoi ? Le téléphérique commence à se faire une place dans les modes de transports urbains et l'intérêt qu'il suscite est en plein essor.
- . Pour qui ? Trois installations sont en service sur le territoire français : à Brest, à Toulouse et à Saint-Denis de la Réunion.
- . Comment ? Après avoir parfois essuyé des plâtres, elles donnent entière satisfaction, au-delà même des espérances. Maintenant, d'autres projets émergent.

Les villes apaisées se font entendre, 21/09/2023

<https://villes-cyclables.org/ressources/les-actualites/les-villes-apaisees-se-font-entendre>

À ce jour 27 collectivités territoriales et 32 associations ont (déjà) signé le manifeste Ville apaisée, quartiers à vivre porté par le Club des villes et territoires cyclables et marchables et Rue de l'Avenir avec leurs partenaires. Ce manifeste revendique la nécessité de l'apaisement des villes et des quartiers par la refonte d'un espace public plus convivial, végétalisé et par l'abaissement des vitesses. Une demande qui s'exprime dans une conjoncture toujours plus pressante.

Les tiers lieux : la fin d'une mode ou le début d'une nouvelle ère ?

TheConversation.com, 19/09/2023

<https://theconversation.com/les-tiers-lieux-la-fin-dune-mode-ou-le-debut-dune-nouvelle-ere-213488>

La pandémie semble bien avoir changé la donne pour les espaces collaboratifs de travail. Le dernier panorama 2023 de l'Observatoire des tiers lieux dresse en effet un bilan plutôt positif avec une hausse constante de leur nombre : 1800 en 2018, de 2500 en 2022 et 3500 en 2023, soit +100 % en cinq ans, avec un chiffre d'affaires annuel estimé à 882 millions d'euros. Mais s'agirait-il d'un développement en trompe-l'œil ? Comme l'a indiqué début septembre 2023 à Libération Patrick Levy-Waitz, actuel président de France Tiers-lieux, l'expansion des tiers lieux nécessite à présent « un nouvel élan puissant ».

[Retour sommaire](#)

Un outil pour intégrer la qualité de l'air et la santé dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) des plans locaux d'urbanisme / CEREMA - Direction Technique Territoires et Ville, 19/09/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/outil-integrer-qualite-air-sante-orientations-amenagement>

Aider les collectivités à mieux intégrer la qualité de l'air et la santé dans les documents d'urbanisme est une des clés pour améliorer durablement la qualité de l'air et réduire l'exposition des populations. A cette fin, le Cerema a développé un outil pédagogique leur permettant d'appréhender concrètement les enjeux associés à la qualité de l'air et de les retranscrire de manière qualitative dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et plus largement dans les PLU-PLUi.

Logement : Les timides avancées du bail réel solidaire

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 38-40

<https://www.lagazettedescommunes.com/885070>

- . Pourquoi ? Le dispositif de bail réel solidaire apparaît comme une solution pour que des ménages modestes puissent accéder à la propriété, en particulier dans les grandes villes.
- . Pour qui ? Ce système s'adresse aux ménages éligibles au logement social. Certains offices fonciers solidaires visent aussi les classes moyennes, ce que contestent d'autres organismes.
- . Comment ? Le principe repose sur la dissociation de la propriété du foncier et du bâti. Les accédants sont propriétaires du logement, le foncier appartenant à l'OFS.



La diversification, planche de salut pour les viticulteurs

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 44

<https://www.lagazettedescommunes.com/885309>

Nouvelle Aquitaine - 6.03 millions d'hab. : En complément du dispositif d'arrachage de l'Etat, le conseil régional propose une aide à la réorientation des exploitations viticoles.

Zones commerciales périphériques : de l'eldorado économique au péril territorial

TheConversation.com, 11/09/2023

<https://theconversation.com/zones-commerciales-peripheriques-de-leldorado-economique->

La ministre déléguée chargée des PME, du commerce, de l'artisanat et du tourisme, Olivia Grégoire, annonçait en octobre dernier un plan de transformation des zones commerciales doté de 24 millions d'euros en 2023, avec pour principale ligne directrice la transformation des plus touchées par la vacance. Ce sujet du commerce périphérique et de son évolution fait ainsi l'objet de projets ambitieux et nécessaires, également à l'agenda politique de cette rentrée, mais qui appellent des changements bien plus profonds que nous avons mis en évidence dans de précédents travaux.

Artificialisation des sols : le développement des zones commerciales encadré par un décret

Actu-environnement.com, 11/09/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/artificialisation-sols-developpement-zones>

L'encadrement de la bétonisation des terres se précise. Déclinaison de l'article 215 de la loi Climat et résilience du 22 août 2021, le décret n° 2022-1312, paru au Journal officiel du vendredi 14 octobre, détaille les modalités d'octroi de l'autorisation d'implantation ou d'extension des surfaces commerciales, inférieure à 10 000 m², lorsque ces travaux sont susceptibles d'augmenter l'artificialisation des sols.

Prise en compte de l'érosion côtière dans les documents d'urbanisme : la liste révisée des communes est parue

Localtis.info, 29/08/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/prise-en-compte-de-lerosion-cotiere-dans-les-documents->

Mise en consultation publique par le ministère de la Transition écologique en juin dernier, la nouvelle liste des communes volontaires au titre du dispositif d'adaptation des territoires littoraux au recul du trait de côte - introduit par la loi Climat et Résilience - a été publiée par décret le 1er août. Pour rappel, une première liste de communes volontaires - au nombre de 126 au total - a été établie par le décret d'application n° 2022-750 du 29 avril 2022. Ces communes ont été identifiées en tenant compte de la particulière vulnérabilité de leur territoire au recul du trait de côte. L'article L.321-15 du code de l'environnement prévoit que cette liste figurant dans le décret est "révisée au moins tous les neuf ans".

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047911613>

[Retour sommaire](#)

La quasi-totalité des stations de ski européennes menacées par un réchauffement à 4 °C

Actu-environnement.com, 28/08/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/rechauffement-climatique-stations-skis-europe->

Sans enneigement artificiel, 98 % des 2 234 stations de ski européennes étudiées dans 28 pays européens devraient être exposées à un risque très élevé d'approvisionnement en neige en cas de réchauffement climatique à 4° C. Un scénario qui est celui retenu en France d'ici à la fin du siècle par le Conseil national de la transition écologique.

On peut lire l'avenir de la ville dans les lignes des trottoirs

Usbeketrica.com, 03/08/2023

<https://usbeketrica.com/fr/article/on-peut-lire-l-avenir-de-la-ville-dans-les-lignes-des-trottoirs>

Qu'ils soient pavés ou bitumés, on ne leur prête que rarement attention. Pourtant, les trottoirs concentrent des enjeux écologiques et sociaux majeurs, et en disent long sur le futur de nos villes. C'est en tout cas ce que démontre Isabelle Baraud-Serfaty, économiste et enseignante à l'École urbaine de Sciences Po, dans son ouvrage Trottoirs! Une approche économique, historique et flâneuse (éd. Apogée, 2023).

Directeurs transports et ingénieurs à l'heure du nouveau ferroviaire

Techni.cités, 08/2023, n° 365, p. 62-63

RER métropolitains, petits lignes, trains légers, verdissement des flottes, billettique, ouverture à la concurrence. . . Les chantiers ne manquent pas dans les régions qui recrutent des ingénieurs et des chargés de ligne.

<https://librairie.ademe.fr/mobilite-et-transport/6085-train-leger-innovant-le-train-qui-fait-bouger->

Transfert des routes nationales : possibilité d'instituer une taxe sur les poids lourds

Lagazettesdescommunes.com, 27/07/2023

<https://www.lagazettesdescommunes.com/880468>

L'article 137 de la loi du 22 août 2021 dite « Climat et Résilience » habilite le gouvernement, jusqu'au 21 août 2023, à permettre aux régions d'instituer, à compter du 1er janvier 2024, des taxes perçues au titre de l'usage par les poids lourds du réseau routier relevant du domaine public national qui peut, désormais, être mis à leur disposition par l'État.

Leviers pour rafraîchir la ville

Traits urbains, 09/2023, n° 137, p. 68

Risques pour la santé publique et l'attractivité des territoires, augmentation des consommateurs d'eau et d'électricité pour réguler la température des habitats. Les effets délétères des îlots de chaleur urbains sont multiples.

Cinq leviers d'action pour les contrer à Toulouse.

Objectif zéro artificialisation nette (ZAN) : Quelles nouvelles modalités de mise en œuvre ? / BENECH François

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 09/2023, n° 9, p. 457-458

La loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 facilite les conditions de mise en oeuvre de l'objectif "zéro artificialisation nette" (ZAN) en modifiant un calendrier qualifié par le Sénat "d'intenable" et en offrant davantage de nuances, sans pour autant revenir sur l'objectif majeur à l'horizon 2050.

"L'onde de choc" ou "l'injonction contradictoire" que constitue cet objectif pour les collectivités et les professionnels de l'immobilier n'a ainsi pas fini de provoquer des remous.



Grenoble : une charte de l'habitat et de la construction favorables à la santé

Traits urbains, 09/2023, n° 137, p. 67

Grenoble a lancé le 7 juin dernier à la Plateforme, sa nouvelle charte de l'habitat et de la construction favorables à la santé.



Montreuil, Lille et Lyon expérimentent les tiny houses

Traits urbains, 09/2023, n° 137, p. 54-57

Alors que les tiny house, ces habitats minuscules font tâche d'huile dans les communes rurales, les voici qui débarquent en ville. Dans un contexte de crise du logement et de dérèglement climatique, le mouvement est bien parti pour s'amplifier.

[↩ Retour sommaire](#)



Nantes : la Petite-Hollande bascule vers un parc archipel sous la pression climatique

Traits urbains, 09/2023, n° 137, p. 61-63

A Nantes, les effets du changement climatique ont incité les élus à revoir l'aménagement urbain de la Petite-Hollande, lequel avait été lancé fin 2017.

Plus de nature, plus de pleine terre, plus d'îlots de fraîcheur. . . la nouvelle version opérée par Henri Bava (Agence TER) vise à mieux répondre aux enjeux de la transition climatique. Avec toujours cet objectif de conserver le marché emblématique qui habite ce lieu, appelé à devenir demain, un véritable "archipel en coeur de la métropole"

Culture

Culture : L'urgence écologique entre en scène [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/culture-la-transition-ecologique-entre-en-scene/>

. Repoussoir : La transition écologique suppose de renoncer à certaines pratiques lourdes en effets destructeurs pour la planète. En matière de culture, le mot "renoncement" sonne comme un repoussoir : la sobriété va à rebours de la vitalité de la création et de la diffusion.

. Mutation : Les professionnels et les collectivités vont devoir verdir leurs politiques culturelles, avec de nouveaux modes d'évaluation. Un changement de vision dont il faut aussi mesurer les risques, et un remue-ménages qui requiert de la méthode.

. Laboratoires : Les villes candidates au label "Capitale européenne de la culture" pour 2028 sont à l'œuvre pour élaborer une programmation vertueuse. Pionnières et, en quelque sorte, laboratoires, elles misent sur la culture afin de favoriser l'évolution des pratiques.

Le spectacle vivant s'inquiète du concours financier des collectivités territoriales

Lettre du spectacle (la), 08/09/2023, n° 543, p. 1

Une petite musique s'est installée : les collectivités vont serrer la vis « culture ». Une étude dément l'affirmation, mais des tensions apparaissent.

Emploi culturel : en quête d'attractivité [dossier]

Scène (la), 09/2023, n° 110, p. 60-77

Phénomène nouveau, les offres d'emploi trouvent difficilement preneurs. Production, diffusion, technique ou médiation, tous les secteurs sont concernés. Ce phénomène n'a été qu'amplifié par la crise sanitaire, qui a vu nombre de professionnels en crise de sens partir vers d'autres horizons. Quelles sont les raisons de cette perte d'attractivité ? Comment y remédier ? Quelles sont les formations à déployer ? La profession peut-elle faire sa "révolution" et redevenir le lieu de l'épanouissement ?

Penser avec les habitants

Scène (la), 09/2023, n° 110, p. 130-131

Connecter les projets culturels aux territoires et revitaliser la démocratie sont deux enjeux de taille pour les collectivités locales, qui peuvent se servir mutuellement.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Cesar, un accompagnement qui simplifie et booste les achats responsables

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/888638>

Le critère environnemental va devenir obligatoire dans les achats des collectivités. La démarche « Cesar » lancée dans l'Hérault anticipe cette disposition. Les donneurs d'ordre sont invités à travailler avec les fournisseurs pour, ensemble, faire correspondre l'offre et la demande en matière d'achats responsables. Un cabinet accompagne sur un an dix entreprises et collectivités à travers des ateliers collectifs puis individuellement : rencontres avec les fournisseurs, marchés tests etc.

[Retour sommaire](#)

Marchés publics. 10 conseils pour intégrer des clauses environnementales

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 21/09/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/884591>

La législation en matière d'intégration de l'environnement dans les marchés publics a beaucoup évolué ces dernières années, avec des mesures déjà effectives ou à venir. Petit tour d'horizon.

Recourir à la Vefa sans risque

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 58-59

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41002988>

- . La vente en l'état futur d'achèvement (Vefa) peut être utilisée afin d'acquérir sans publicité ni mise en concurrence une partie d'un immeuble à construire.
- . La collectivité doit mesurer l'influence qu'elle exerce sur l'ouvrage afin d'éviter une requalification du contrat en marché public de travaux.
- . La Vefa requalifiée en marché public de travaux peut, dans les conditions strictes, être conclue sans publicité ni mise en concurrence.

La modification des contrats de la commande publique : où en est-on cinq ans après l'entrée en vigueur du code de la commande publique ? / LICHERE François, MICALÉF Romain, BERNARD Cédric

Actualité Juridique. Droit Administratif, 18/09/2023, n° 30/2023, p. 1594-1601

En matière de modification des contrats de la commande publique, la transposition des directives européennes et l'entrée en vigueur du code de la commande publique ont apporté au droit français une souplesse attendue à la fois par les autorités contractantes et par les opérateurs économiques pour garantir l'efficacité de la commande publique. Après cinq années de mise en oeuvre de ce nouveau régime, la chaire de droit des contrats publics a entrepris une recherche mobilisant des outils empruntés à la sociologie juridique afin de mesurer l'effectivité et l'ampleur de cette réforme dans la pratique et de recenser les attentes des praticiens. Plusieurs recommandations ont ainsi été formulées, en particulier pour clarifier les notions de modification substantielle et de clause de réexamen claire et non équivoque, pour favoriser le respect des obligations de transparence, ainsi que pour clarifier la théorie de l'imprévision et la notion d'avenant transactionnel

La dématérialisation des marchés publics

Economie.gouv.fr, 15/09/2023

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/dematérialisation-marchés-publics>

La réforme du droit de la commande publique doit conduire à une dématérialisation des procédures de passation de certains marchés publics et au déploiement d'une démarche d'Open Data.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/dematérialisation-de-la-commande-publique>

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/commande-publique/dematérialisation-de-la->

Contrats conclus au sein de la sphère publique : règles applicables [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 09/2023, n° 245, p. 17-68

Généralement lorsqu'on évoque les marchés publics ou les contrats publics de manière plus générale, on pense aux actes conclus entre une personne publique et une entreprise privée.

Or, les personnes publiques ont elles aussi la possibilité de candidater et de présenter des offres dans le cadre des marchés publics. Dans ce cas de figure, existe-t-il des spécificités s'agissant des modalités d'exécution, du contentieux. . . ? En outre, l'un des chapitres du Code de la commande publique a pour titre "Relations internes au secteur public" et regroupe tous les cas de contrats dispensés des règles de publicité et de mise en concurrence. Comment s'appliquent ces différentes dispositions ?

"L'intercommunalité est l'échelon stratégique opérationnel pour agir et lutter contre les effets du réchauffement climatique" : Entretien avec Régis Petit

Pouvoirs locaux, 09/2023, n° 123, p. 5-7

Entretien avec Régis Petit, directeur général des services de la communauté d'agglomération Seine-Eure, président de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF).

[↩ Retour sommaire](#)



L'expérimentation "Villages du futur" par la Région Bourgogne-France-Comté : repenser l'ingénierie territoire en milieu rural peu dense

Pouvoirs locaux, 09/2023, n° 123, p. 92-98

De 2021 à 2023, neuf communes rurales de Bourgogne-Franche-Comté ont participé à une expérimentation "Villages du futur" initiée par la Région. Les communes ont été accompagnées par des équipes techniques pour proposer des cadres d'action aux élus et habitants pour coopérer, inventer, tester et construire collectivement l'avenir de leur village.

Les résultats démontrent l'importance des besoins de formation des élus locaux aux démarches de démocratie participative et de l'ingénierie publique nécessaire pour générer des dynamiques collectives au-delà des seules participations individuelles et ponctuelles.

Emploi/Formation

Cinq ans après la réforme : l'apprentissage, outil de démocratisation de l'enseignement supérieur ?

Info formation (I'), 01/10/2023, n° 1061, p. 9-14

L'essor de l'apprentissage dans le supérieur est une des réussites, du moins statistique, de la réforme de 2018. Mais face à une dépense publique en forte augmentation, les pressions s'accroissent pour réorienter les efforts financiers vers les bas niveaux de qualification. Car c'est là que l'apprentissage remplit sa mission traditionnelle de mener à la qualification les publics les plus fragiles.

Les acteurs de l'apprentissage dans le supérieur appellent pourtant à ne pas opposer les deux. Ils démontrent aussi par leurs expériences que l'apprentissage, à condition d'être adossé à un accompagnement renforcé, peut être un vecteur de réussite dans le supérieur pour des profils différents.

Vingt ans de recherches sur l'usage des technologies en formation

Info formation (I'), 01/10/2023, n° 1061, p. 24-25

En France, l'utilisation des technologies dans l'apprentissage et la formation des adultes a maintenant plus de vingt ans. Deux membres du Centre de recherche en éducation et formation de l'Université Paris Nanterre - Christophe Jeunesse et Olivier Las Vergnas - ont mis en avant ce qui caractérise cette histoire. Ce qui permet de mieux appréhender le sujet de l'IA.

<https://www.cairn.info/revue-savoirs-2023-1-page-89.htm?ref=doi>

Quelles sont les différences entre l'e-learning et le digital learning ?

Rise Up, 20/09/2023

<https://www.riseup.ai/fr/blog/e-learning-vs-digital-learning>

E-learning et digital learning : des termes qui se sont démocratisés avec l'expansion rapide du travail hybride et de l'apprentissage à distance ; des termes à la signification proche, qu'il ne faut toutefois pas confondre. Si tous deux renvoient à la digitalisation de la formation, une distinction doit être établie. Les différences entre e-learning et digital learning se situent notamment dans leur champ d'action. Le périmètre du digital learning est plus large que celui de l'e-learning ; en réalité, le digital learning englobe l'e-learning. Ce dernier fait référence à la formation en ligne ou à distance. Le digital learning de son côté comprend également toutes les actions de formation (y compris les sessions en présentiel) faisant intervenir les technologies digitales et/ou les technologies de type réalité virtuelle et réalité augmentée.

L'interco : Au coeur du lien entre emploi local et université [Dossier]

Intercommunalités, 09/2023, n° 365, p. 8-17

<https://www.intercommunalites.fr/magazine-intercommunalites/>

Comment faire concorder l'attractivité économique d'un territoire avec le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche ? Grâce à leur force fédératrice et leur vision stratégique, les intercommunalités disposent des moyens d'action utiles à ce rapprochement qui suggère un nouvel encrage des universités au sein de leur territoire. Analyses et retours d'expériences sur ce sujet d'avenir.

[Retour sommaire](#)

Une école de management version Grand Est / RANDRIAMANANTENA Nils

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2023, n° 9, p. 442-443

Manag'Est est l'école de management de la région Grand Est. Développée en collaboration avec le CNFPT et l'agence de design Vraiment Vraiment, elle propose une offre particulièrement riche aux managers de la collectivité. Pêle-mêle : des formations sur le design, la facilitation, l'intelligence collective, l'intelligence émotionnelle, les savoirs-être. . . Mais aussi de la mise en réseau ou des espaces d'échanges de pratiques. Bref, le dispositif combine formation continue et formation entre pairs. L'objectif ? Favoriser l'innovation, le développement des compétences et la transmission des savoirs.

Les troubles mentaux au travail, on en parle, on se forme

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/885307>

Face au boom des troubles psychiques post-Covid et à leurs conséquences dans les équipes, le sujet de la santé mentale des agents doit être intégré dans les politiques de santé au travail.

Finances publiques/Gestion locale

Comptabilité publique : la généralisation de la M57 en bonne voie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 32-37

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024093/la-generalisation-de-la-m57-en-bonne-voie>

. Le passage à l'instruction budgétaire et comptable M57, généralisée au 1er janvier 2024, harmonise les règles applicables à l'ensemble des collectivités territoriales, qui utilisaient jusque-là des nomenclatures distinctes.

. La bascule au nouveau référentiel ne consiste pas seulement en une transposition technique de lignes de compte, elle induit aussi une meilleure appropriation de la culture comptable et suppose de s'emparer de dossiers jusque-là délaissés.

. L'adoption de la M57 est un prérequis à celle du compte financier unique qui pourrait lui-même être généralisé à partir de 2027. L'instruction budgétaire et comptable constitue donc le socle de toute démarche de qualité comptable.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024097>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024101>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024104>

Des pistes d'audit pour une délégation de service public

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 25/09/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/883805>

Une délégation de service public correspond généralement à des enjeux sociaux et économiques importants. Quel que soit le type de délégataire (grand groupe privé ou société publique locale), il est du devoir de la collectivité délégante d'apprécier l'adéquation entre le niveau et la qualité du service rendu et le cahier des charges initial, ainsi qu'avec les attentes de la population. L'audit est l'outil qui permettra de disposer d'éléments factuels et documentés pour répondre à cette question.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/concessions-et-delegations-de-service-public>

Finances locales en 2023 : coup de mou ou vraie déprime ?

Localtis.info, 22/09/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/finances-locales-en-2023-coup-de-mou-ou-vraie-deprime?>

Le maintien de l'inflation à un niveau élevé, la réduction de la croissance économique et la crise du marché immobilier mettent à mal les budgets locaux. Principal indicateur de la santé des collectivités, leur épargne brute devrait se contracter de 9% en 2023, selon la note de conjoncture sur les finances locales, publiée par la Banque postale. Les départements seraient particulièrement affectés, avec une épargne brute en chute de plus de 30%.

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances->

[↩ Retour sommaire](#)

Le budget vert : qu'est-ce que c'est ?

Economie.gouv.fr, 21/09/2023

<https://www.economie.gouv.fr/budget-vert>

Chaque année depuis 2020, quelques jours après la présentation du projet de loi de finances (PLF), un rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État est publié. Ce rapport contient notamment le « budget vert », un document qui classe et chiffre les dépenses et crédits de l'État selon leur impact environnemental pour l'année à venir.

Aides publiques aux entreprises : un état des lieux

Vie-publique.fr, 13/09/2023

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/289629-aides-publiques-aux-entreprises-un-etat-des-lieux>

Les aides exceptionnelles mobilisées pour soutenir les entreprises face aux crises sanitaire et énergétique ont relancé le débat sur leur coût et leur efficacité. Près de 2 000 dispositifs publics bénéficient aux entreprises en France. Quels sont leurs effets ?

Les finances des collectivités locales en 2022

Bulletin d'information statistique de la DGCL, 09/2023, n° 176, 10 p

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2023/BIS>

Il apparaît que les finances locales ont été marquées en 2022 par un retour à une croissance soutenue des dépenses des collectivités locales dans un contexte de forte inflation.

Fonction publique/Statut

Patrimoine et bibliothèques : les assistants de conservation [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 30-31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024089>

- . Les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques sont recrutés après inscription sur une liste d'aptitude établie après concours.
- . Une liste d'aptitude permettant d'être recruté dans ce cadre d'emplois dans le 1er ou 2e grade peut également être établie au titre de la promotion interne.
- . Lorsqu'ils accèdent aux deux grades les plus élevés, les personnels ont vocation à occuper des emplois correspondant à un niveau particulier d'expertise.

L'encadrement de l'exercice du droit de grève par le juge

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 52-53

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41023967>

- . L'autorité territoriale ne peut pas réquisitionner des agents, mais peut, dans les six services publics visés à l'article L.114-7 du CGFP, désigner des agents exerçant des fonctions indispensables.
- . Le législateur a instauré des délais de prévenance en vue de concilier le droit constitutionnel du droit de grève avec le principe de continuité du service public.
- . Le juge administratif a précisé qu'il n'est pas possible d'imposer l'exercice du droit de grève sur une journée complète par une note de service.

Centres de gestion : élargir l'offre pour assurer l'avenir [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 36-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/887386>

- . Reconnaissance : Menacés de disparaître il y a tout juste dix ans, les centres de gestion se voient désormais confier de nouvelles missions sur un périmètre élargi de compétences. Cette évolution témoigne de la reconnaissance de leur expertise.
- . Exigence : L'attractivité en berne, la hausse des risques psychosociaux ou encore les transformations qui ont remodelé la FPT renforcent un contexte incertain dans lequel les collectivités expriment des attentes fortes vis-à-vis des centres de gestion.
- . Équilibre financier : Remis en question par de nouvelles missions obligatoires à budget constant, l'équilibre financier est très variable d'un centre à l'autre. La situation implique de développer d'autres prestations facultatives et d'optimiser les modes de gestion.

[↩ Retour sommaire](#)

La mise à disposition des agents territoriaux (10 questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41010289>

- Durée : La mise à disposition est prononcée en principe pour une durée maximale de trois ans. Au-delà, le fonctionnaire peut notamment être intégré directement dans le cadre d'emplois d'accueil.
- Salariés de droit privé : Si les besoins du service le justifient, les collectivités et leurs établissements publics ont la possibilité de bénéficier de la mise à disposition de personnels de droit privé.
- Mécénat : A titre expérimental jusqu'au 27 décembre 2027, des fonctionnaires territoriaux peuvent être mis à disposition auprès de certaines personnes morales sous la forme d'un mécénat de compétences.

Agents territoriaux (2/2) - Rupture conventionnelle : conséquences et intérêts

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 56-58

<https://www.lagazettedescommunes.com/887222>

- . Indemnité : Le montant de l'indemnité de la rupture conventionnelle est négocié entre l'agent et l'employeur, dans le respect d'un montant plancher et d'un montant plafond, soumis à des critères.
- . Remboursement : Dans certains cas, l'agent public qui a bénéficié d'une indemnité de rupture conventionnelle devra procéder à son remboursement.
- . Allocation chômage : La rupture conventionnelle permet à l'agent de bénéficier du versement des allocations chômage dans les conditions de droit commun.

Rupture conventionnelle (1/2) : champ d'application et procédure à suivre

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 54-56

<https://www.lagazettedescommunes.com/885557>

- . Dans un délai compris entre dix jours et un mois à compter de la demande de rupture conventionnelle, un entretien doit être organisé.
- . La signature de la convention doit intervenir au moins quinze jours francs après le dernier entretien et les parties disposent ensuite d'un délai de rétractation de quinze jours francs.
- . La décision portant refus de faire droit à la demande de rupture conventionnelle n'a pas à être motivée et le juge n'est pas compétent pour en contrôler l'opportunité.

Les assistants territoriaux d'enseignement artistique (10 questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/41885>

- . Catégorie B : Les assistants territoriaux d'enseignement artistiques relèvent des décrets-cadres du 22 mars 2010 relatifs aux fonctionnaires territoriaux de la catégorie B.
- . Spécialités : Ces agents exercent leurs fonctions dans la spécialité "musique", "arts plastiques" ou "danse". Celles de musique et de danse comprennent plusieurs disciplines.
- . Concours : Les assistants territoriaux d'enseignement artistique sont recrutés dans les deux premiers grades par la voie des concours externe, interne ou 3e concours, organisé par spécialité.

Les employeurs territoriaux sont-ils prêts à verser la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat à leurs agents ?

Aef.info, 15/09/2023

<https://www.aefinfo.fr/depeche/698959>

Conséquence du principe de libre administration des collectivités locales, les employeurs territoriaux ne sont pas, contrairement à ceux de l'État et aux hospitaliers, obligés de verser à leurs agents la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat annoncée par le ministre de la Fonction publique. Alors que le décret encadrant les modalités d'attribution de cette prime doit être publié fin octobre, quelle est la position des collectivités locales ? Prévoient-elles de délibérer en faveur de son application ? Les avis sont pour l'heure partagés, comme en témoignent ceux exprimés par les employeurs territoriaux interrogés par AEF info depuis la rentrée.

[↩ Retour sommaire](#)

Spécial primes 2023 / Centre de Gestion de la FPT de la Grande Couronne Ile-De-France
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, 66 p.

Le guide des primes 2023 est divisé en quatre parties : le cadre juridique, les primes liées aux grades, les primes liées aux fonctions, les frais de déplacement

Protection sociale complémentaire : Quels enjeux pour quelle couverture ?

WEKA le mag, 09/2023, n° 11, p. 20-24

Facultative depuis 2011, la participation des employeurs territoriaux à la protection sociale complémentaire (PSC) de leurs agents, va, comme dans le secteur privé, devenir obligatoire. Cette obligation s'appliquera à partir du 1er janvier 2025 en prévoyance et du 1er janvier 2026 en santé. Le 11 juillet dernier marque une étape historique avec la signature d'un premier accord national entre les employeurs territoriaux et les organisations syndicales, introduisant des avancées importantes. Alors qu'est-ce que la PSC ? Quels sont ses contours ? Décryptage d'un changement en profondeur tant pour les agents et les employeurs que les centres de gestion.

Maladie professionnelle et congés pour maladie : une rationalisation à parfaire

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 09/2023, n° 9, p. 427-430

Les multiples interventions du législateur et du pouvoir réglementaire ces dernières années, y compris la codification de la partie législative des dispositions statutaires, n'ont pas dissipé les imperfections, relevées par la pratique, des textes officiels quant à l'articulation entre les divers congés pour maladie et la situation des fonctionnaires souffrant d'une maladie professionnelle. De surcroît, la profusion textuelle ne connaît pas d'écho suffisant auprès des services des ressources humaines chargés de l'application aux fonctionnaires intéressés. Il en résulte une application souvent partielle et aléatoire selon les services et employeurs publics. Aussi la présente étude entend-elle présenter quelques éclaircissements sur la coordination entre les dispositions relatives aux maladies professionnelles dans la fonction publique et les différents congés pour maladie prévus par le statut général des fonctionnaires.

La fonction publique est-elle devenue has been ? / Fonction Publique du 21e siècle

Weka, 2023, 36 p.

https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/livre_blanc/la-fonction-publique-est-elle-devenue-

La tension du marché de l'emploi touche tous les secteurs et la fonction publique semble particulièrement affectée. Certes l'un des facteurs de l'attractivité, essentiels, est celui de la rémunération des carrières publiques et des moyens mis à disposition pour la conduite des missions attribuées aux agents – en cette rentrée de septembre 2023, au reste, le Gouvernement paraît enclin à (ré)ouvrir le grand chantier des parcours, carrières et rémunération. Cependant, on ne saurait réduire les difficultés de recrutement et de fidélisation du secteur public à ces paramètres, et ne pas considérer les nécessités d'adaptation des collectivités et administrations aux attentes fortes des nouvelles générations en quête de sens, de conditions de travail équilibrées et flexibles, de management rénové.

C'est pourquoi nous sommes heureux et fiers de nous associer à notre partenaire Fonction Publique du 21e siècle pour la publication de ce livre blanc, qui présente les réflexions, initiatives et exemples montrant les possibilités de transformation du monde public et sa capacité à agir et non pas subir les évolutions et aspirations des jeunes générations. Et souligne la modernité de l'intérêt général, prérogative indépassable du secteur public.

Information/Communication/TIC

Gouvernance : La réutilisation des données protégées, c'est maintenant

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 54-55

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41010363>

- . Entrée en vigueur : Le règlement sur la gouvernance des données est une législation européenne qui est entrée en application le 24 septembre 2023.
- . Objectif : Le texte européen a pour objectif de favoriser la réutilisation des données protégées du secteur public.
- . Liberté : Les collectivités sont libres d'autoriser, ou d'interdire, la réutilisation des données protégées qu'elles détiennent.

[↩ Retour sommaire](#)

Services publics : « Une bonne transition numérique doit contenir des dispositifs d'accompagnement, au travers de présences humaines et de relations téléphoniques adaptées » / THEURET Johan

Lemonde.fr, 19/09/2023

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/19/services-publics-une-bonne-transition-numerique-doit->

La dématérialisation des services publics doit tenir compte des capacités de tous les usagers à s'approprier les outils, pour ne pas aggraver les inégalités d'accès entre les citoyens, souligne, dans une tribune au « Monde », le haut fonctionnaire territorial Johan Theuret.

Guide de cofinancement des conseillers numériques, 2023, 46 p.

<https://labase.anct.gouv.fr/ressource/1443>

Ce guide a été conçu pour rassembler des conseils pratiques pour assurer la continuité du financement du dispositif Conseiller numérique. Il propose, en outre, et de manière non-exhaustive, un recensement des différentes pistes de financements disponibles.

Management/Ressources humaines

Crise climatique : le management aussi doit faire sa transition

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/887870/le-management-aussi-doit-faire-sa-transition/>

Si ambitieux soient-ils, les projets de transition, notamment écologique, ne sont, à eux seuls, plus suffisants pour recruter. Ce sont les façons de travailler en équipe et d'élaborer les chantiers qui font la différence.

Le congé menstruel doit-il devenir la règle ?

Alternatives économiques, 10/2023, n° 439, p. 110-112

<https://www.alternatives-economiques.fr/conge-menstruel-devenir-regle/00108046>

Proposé pour répondre aux difficultés parfois rencontrées par les femmes au travail, le congé menstruel fait l'objet de plusieurs propositions de loi et soulève des inquiétudes.

En management, infantiliser, c'est mépriser

Focusrh.com, 25/09/2023

<https://www.focusrh.com/tribunes/en-management-infantiliser-c-est-mepriser-par-frederic-fougerat->

Si l'empathie est une qualité personnelle indispensable au management, que certains érigent même en compétence, tout le monde n'en est pas doté. Si cette qualité peut se travailler, se révéler, s'entretenir, elle peut difficilement s'inventer pour qui n'en dispose pas ou n'y est pas apte. C'est une des raisons pour lesquelles tout le monde n'a pas vocation à devenir manager.

« Le manager territorial doit être agile, traducteur et influenceur »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 28-29

<https://www.lagazettedescommunes.com/886931>

Valérie Bouvier, directrice générale des services du centre de gestion de la Haute-Savoie, propose dans « Le nouveau manager territorial » (éd. Territorial, mai 2023), une approche du management qui puise dans la philosophie et les neurosciences.

Organisation du travail : "Il faut réinterroger la notion de perte de temps"

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/887541>

Entretien avec Corinne Gaudart, directrice de recherche au CNRS et ergonome Serge Volkoff, statisticien, ergonome et chercheur invité au Centre d'études de l'emploi et du travail, ancien directeur du CREAPT (Centre de Recherches sur l'expérience, l'âge et les populations au travail)

[Retour sommaire](#)

RH : Comment aider vos managers à préparer leurs entretiens annuels ?

Culture-rh.com, 25/09/2023

<https://culture-rh.com/eurecia-rh-aider-managers-preparer-entretiens-annuels/>

La période des entretiens annuels se rapproche, il est donc temps de planifier les différentes campagnes d'entretiens, fournir une trame pour vos collaborateurs et accompagner au mieux les managers dans leur réalisation !

Entretien de recadrage : jeu d'équilibre entre remobilisation et démotivation

Culture-rh.com, 22/09/2023

<https://culture-rh.com/entretien-recadrage-conseils-etapes/>

Recadrer un collaborateur est, pour le manager, un jeu d'équilibre délicat entre remobilisation et démotivation.

Comment trouver cet équilibre ? Quelles sont les étapes d'un entretien de recadrage réussi ?

Ressources humaines : « Pourquoi des mesures simples ne sont toujours pas en vigueur ? »

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 16

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41002863>

A l'occasion du colloque « Arrête ou j'alerte ! » de l'ANDRHDT, les 21 et 22 septembre à Clermont-Ferrand, son président, Patrick Coroyer, remettra sa lettre de démission. L'occasion d'un bilan et d'un état des lieux de la situation des DRH.

La maîtrise de la masse salariale, une obsession des collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/885826>

Dans un contexte marqué par une réforme des retraites contestée, une hausse de l'inflation et une valorisation du point d'indice, le 14e baromètre RH des collectivités « La Gazette » - Randstad met en lumière les enjeux en matière de gestion salariale.

Les dispositifs de retraite anticipée du travailleur handicapé évoluent

Service-public.fr, 18/09/2023

<https://entreprendre.service-public.fr/actualites/A16730>

Au 1er septembre 2023, plusieurs mesures relatives à la réforme des retraites sont entrées en vigueur. Parmi elles, se trouvent des mesures modifiant le dispositif de retraite anticipée pour les travailleurs handicapés. Entreprendre.Service-Public.fr vous précise les nouvelles modalités.

Comment limiter la pollution sonore au bureau ?

TheConversation.com, 18/09/2023

<https://theconversation.com/comment-limiter-la-pollution-sonore-au-bureau-197165>

Au-delà de la performance fonctionnelle, les espaces de travail doivent désormais favoriser une expérience collaborateurs qui répond à leurs attentes de bien-être et de resocialisation. Car la période Covid les a dispersés, comme l'a notamment révélé le récent mouvement de limitation des possibilités de télétravail. Les espaces de travail constituent donc de plus en plus des leviers d'engagement, d'attraction et de rétention.

Les tensions de recrutement, bête noire des DRH des collectivités

Banquedesterritoires.fr, 18/09/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-tensions-de-recrutement-bete-noire-des-drh-des-collectivites>

Plus des deux-tiers des responsables des ressources humaines interrogés dans le cadre de la 14e édition du "baromètre RH des collectivités" publié par Randstad déclarent rencontrer des difficultés de recrutement récurrentes.

<https://www.randstad.fr/recruteurs/barometre-collectivites-locales/>

Quelles sont les tendances RH qui marqueront les prochaines années ?

Focusrh.com, 18/09/2023

<https://www.focusrh.com/tribunes/quelles-sont-les-tendances-rh-qui-marqueront-les-prochaines>

On dit que les employés ne sont pas la ressource la plus précieuse d'une entreprise, mais bien celle de ses clients. Même à notre époque actuelle d'effervescence technologique, le capital humain demeure bel et bien au cœur des organisations.

[↩ Retour sommaire](#)



Management : Un "équipomètre" booste les collectifs de travail

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 27

<https://www.lagazettedescommunes.com/885035>

Occitanie 8000 agents. 5,97 millions d'hab.

Dans la région, un outil permet aux équipes de pointer leurs problèmes de fonctionnement et d'en discuter pour s'améliorer.



Métropole de Lyon : des agents testent la semaine de quatre jours

Banquedesterritoires.fr, 13/09/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/metropole-de-lyon-des-agents-testent-la-semaine-de-quatre-jours>

Annoncée au printemps dernier, l'expérimentation de la semaine de quatre jours débute à la métropole de Lyon. Cette dernière entend ainsi renforcer son attractivité en tant qu'employeur.

Qualité de vie au travail : un référentiel pour bâtir des chartes dans la fonction publique

Weka.fr, 12/09/2023

<https://www.weka.fr/actualite/sante-et-securite-au-travail/article/qualite-de-vie-au-travail-un-referentiel>

La DGAFP a récemment publié un référentiel pour l'élaboration de chartes sur la qualité de vie et des conditions de travail dans la fonction publique (QVTC).

Recrutement : repenser les processus pour attirer les talents

Focusrh.com, 11/09/2023

<https://www.focusrh.com/tribunes/recrutement-repenser-les-processus-pour-attirer-les-talents->

L'année 2023 reste compliquée pour les entreprises en termes de recrutement. En effet, l'augmentation des attentes des jeunes diplômés et des nouvelles générations de salariés, couplée à l'augmentation des départs en retraite (surtout dans certains métiers à pénibilité élevée), fait que la situation se complique pour les recruteurs qui cherchent à attirer de nouveaux talents.

Outre-Mer

Après l'ouragan Irma, l'île de Saint-Martin toujours vulnérable

Monde (le), 01/10/2023, n° 24492, p. 16-17

<https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/09/30/apres-l-ouragan-irma>

« Revivre après la catastrophe ». Le 6 septembre 2017, l'ouragan Irma, le plus puissant jamais enregistré dans l'Atlantique, ravageait cette île des Antilles. A la détresse des habitants est venue s'ajouter la complexité de la réglementation sur ce territoire divisé en deux, rendant difficile la reconstruction.

Une agence chargée de préserver la faune et la flore de la Martinique

Francetvinfo.fr, 27/09/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/une-agence-chargee-de-preserver-la-faune-et-la-flore>

L'Agence Territoriale de la Biodiversité est officiellement née en Martinique. La convention cadre de partenariat a été signée à Fort-de-France mardi 26 septembre 2023, entre l'Etat, la Collectivité majeure (la CTM) et l'OFB (l'Office Français de la Biodiversité). Cet outil sera dédié à la préservation de la faune et la flore de l'île.

Outre-mer : mettre les moyens pour enclencher la transition énergétique

Actu-environnement.com, 21/09/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/transition-energetique-outre-mer-zni-enr-sobriete>

Revoir les objectifs de transition énergétique et renforcer la gouvernance, c'est ce que propose le groupe de travail sur la Stratégie énergie climat déclinée aux outre-mers.

[Retour sommaire](#)

Mayotte : des mesures d'urgence pour pallier la crise de l'eau

Actu-environnement.com, 15/09/2023

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/-mayotte-crise-eau-plan-marshall-services-publics->

Mayotte doit faire face à une nouvelle crise de l'eau, avec des restrictions pour les abonnés. Et de nombreux îliens disposent de peu de solutions pour s'approvisionner. Retour sur l'origine de plusieurs années de dysfonctionnements des services publics.

À Mayotte, le nombre d'enfants non scolarisés atteint des records

Weka.fr, 07/09/2023

<https://www.weka.fr/actualite/education/article/a-mayotte-le-nombre-d-enfants-non-scolarises-atteint->

Autour d'une grande feuille étalée au sol, quatre enfants s'affairent, pinceau à la main. Ils sont accueillis tous les jours par une association qui œuvre pour l'accès à l'éducation à Mayotte, où les mineurs non scolarisés sont toujours plus nombreux.

Sciences Humaines/Société

Yves Clot : La redistribution des pouvoirs de décision au travail n'est pas moins urgente que celle des richesses

Monde (le), 29/09/2023, n° 24490, p. 26

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/09/28/la-redistribution-des-pouvoirs-de-decision>

Si l'inflation justifie les revendications en matière de salaires, la conférence sociale qui doit avoir lieu en octobre ne peut pas seulement être une conférence salariale, estime le psychologue du travail. Elle doit impérativement mettre au centre des discussions la qualité du travail.

Sécurité civile et publique

SDIS : de soldats du feu à soldats de la vie

Weka.fr, 27/09/2023

<https://www.weka.fr/actualite/securite/article/sdis-de-soldats-du-feu-a-soldats-de-la-vie-170590/>

Entre sollicitations sur le terrain (feux de forêts, inondations, etc.) et une activité secours à personne qui représente plus de 80 % de leurs opérations chaque année, les sapeurs-pompiers ne sont plus seulement soldats du feu. Une situation doublée de l'évolution de la société auxquelles la profession doit s'adapter. Une mutation et des enjeux avec lesquels composent notamment le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Lot-et-Garonne et son directeur départemental Frédéric Tournay. Rencontre et état des lieux.



À Amiens, des policiers étudient la sociologie dans une formation unique en France

radiofrance.fr, 27/09/2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/a-amiens-des-policiers->

Ils sont 50 policiers, de tous grades et de toute la France, à retourner sur les bancs de la faculté à Amiens. Ils vont suivre, pendant neuf mois, un diplôme universitaire de sociologie sur le lien "police-population".

Les maires ruraux engagés dans la lutte contre les violences intrafamiliales

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41010328>

- . Pourquoi ? L'association des maires ruraux de France développe un réseau d'élus référents pouvant accueillir et accompagner les victimes de violences intrafamiliales.
- . Pour qui ? Ces référents sont des élus communaux ou départementaux se portant volontaires. Certaines collectivités en ont désigné plusieurs.
- . Comment ? Une fois nommés, ils sont identifiés auprès de leurs administrés. Dans une posture de repérage, ils se tiennent à la disposition des victimes pour les accompagner.

[↩ Retour sommaire](#)

Sur les conseils d'un médecin, un maire décide de désarmer sa police municipale en raison d'un risque de dérapage

Francetvinfo.fr, 21/09/2023

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/sur-les-conseils-d-un-medecin->

Le maire de Bruguères (Haute-Garonne) a pris une décision forte pour tenter d'apaiser les tensions entre les agents de sa police municipale. En se basant sur l'alerte d'un médecin qui a réalisé les visites médicales des agents, l'édile les prive de leur arme de service jusqu'à nouvel ordre.

Pourquoi les polices intercommunales des transports font des émules

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 42-43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41002940>

L'insécurité dans les transports en commun est un vrai sujet et, pour inciter les usagers à les privilégier, les villes doivent y déployer des moyens humains.

Toutes les communes qui disposent d'un réseau de bus, de trams ou de métros peuvent y trouver un intérêt à créer une brigade patrouillant au quotidien et rassurant les usagers.

Les réseaux de transport en commun se déploient souvent au-delà des frontières géographiques d'une ville. Une approche intercommunale est donc pertinente.

Mieux "armer" les polices municipales face aux réalités du quotidien / CENSIER Pierre

Pouvoirs locaux, 09/2023, n° 123, p. 11-13

Le 19 juillet 2023 a été présenté par les députés Lionel Royer-Perrault et Alexandre Vincendet au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation un rapport d'information sur les missions et l'attractivité des polices municipales. Lors des élections municipales de 2020, nombreux ont été les maires à s'engager, devant leurs concitoyens, à créer ou à renforcer leur service de police municipale par de nouveaux effectifs, souvent accompagnés d'une montée en gamme des équipements. Cette demande forte et subite, estimée par le CNFPT à 11000 nouveaux policiers municipaux d'ici 2026 - soit près de la moitié des effectifs actuels - en tenant compte de 3500 départs à la retraite, met sous tension les parcours de recrutement des métiers de la police municipale, générant un phénomène de compétition entre collectivités pour recruter le plus rapidement possible, y compris des agents déjà formés et en poste, pour pouvoir les placer en situation opérationnelle à bref délai. Ce faisant, elle révèle l'insuffisante attractivité de la filière, en décalage avec les besoins des collectivités, et l'existence de marges de progression notable en matière de formation, de déroulés de carrière et plus généralement, statutaire, pour mieux fidéliser les policiers municipaux.

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/dossiers/DLR5L16N48452>

La police municipale [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 09/2023, n° 9, p. 464-493

Qu'est-ce qu'un agent de police municipale ? Quelles sont ses compétences ? Comment s'intègre-t-il dans le continuum de sécurité ? Enfin, quel est l'avenir de la police municipale ?

- Les agents de police municipale : des acteurs en quête de définition
- Du recrutement à la formation : modalités et difficultés de fidélisation des agents
- Agent de police municipale : fonctionnaire classique ou singulier ? Eloge de la déontologie, de l'organisation et de la libre administration
- Agent de police municipale à compétence nationale : entre sanctions pénales et procédures administratives
- Police territoriale : quelle intercommunalisation de la police municipale ?

Face aux risques, être tous préparés

Techni.cités, 08/2023, n° 365, p. 32-35

Les collectivités ont un rôle important à jouer pour impliquer les populations dans la prévention des risques et les bons gestes et comportements à adopter en cas de crise. Les leviers de la participation et de l'émotionnel sont particulièrement efficaces.

<https://www.georisques.gouv.fr/>

<https://afpcnt.org/>

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/developper-culture-du-risque-territoires-dossier>

<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/culture-du-risque-populations-au-coeur>

[Retour sommaire](#)

Services techniques et transitions écologiques

Les pépinières fleurissent dans les collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 38-40
<https://www.lagazettedescommunes.com/888543>

Les plantes sauvages sont mieux armées pour résister au changement climatique, mais elles ne sont pas toujours disponibles dans les pépinières privées. Cours de récréation, friches, délaissés routiers . . . les surfaces à végétaliser se multiplient. Les collectivités qui ont créé leur pépinière partagent leur retour d'expérience avec celles qui se lancent.

Renaturation des rivières : la nouvelle rubrique des projets soumis à déclaration est publiée

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 02/10/2023
<https://www.lagazettedescommunes.com/888991>

Un décret paru au Journal officiel du 30 septembre a réintroduit dans le code de l'environnement la liste des travaux et opérations de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques qui sont soumis à déclaration. Un texte très attendu depuis l'annulation, par le Conseil d'État, de la précédente liste, en octobre 2022.

Le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique : un bon exemple de gouvernance de l'eau ?

Info formation (I'), 01/10/2023, n° 1061, p. 26-29

Dans une actualité où l'eau se voit être inscrite à l'agenda politique, le Varenne agricole de l'eau et de l'adaptation au changement climatique (2021) se présentait comme une bouée de sauvetage, à même de pouvoir apporter différents éléments de solutions face aux conséquences agricoles liés aux problèmes de sécheresse. Cependant les méthodes de consultation et certaines conclusions vivement critiquées par bon nombre d'associations de protection de l'environnement, ont renforcé le climat hostile lié à la politique agricole de l'eau. Le décloisonnement des politiques de l'eau et des politiques agricoles semblerait ne pas avoir été amorcé par ce Varenne.

Érosion du littoral : les communes luttent difficilement - Les Clés de l'Environnement

Actu-Environnement, 29/09/2023, 8 mn 38

https://youtu.be/SAFeX-qHfUM?si=9F_1n4rW2hnzQg6H

Les opérations de démolition ou de relocalisation d'immeubles et campings deviennent peu à peu la norme pour les stations balnéaires, face à l'érosion grimpante du littoral. Rachida Boughriet, journaliste chargée du dossier pour Actu-Environnement Le Mensuel, revient sur cette lente lutte contre l'inexorable, qui concerne 20 % du littoral français.

Publication d'un guide d'abaissement des températures des réseaux, 22/09/2023

<https://reseaux-chaleur.cerema.fr/actualites/publication-guide-dabaissement-des-temperatures-des->

Ce guide réalisé en 2023 par le CEA, District Lab, l'INES et NewHeat présente les avantages de l'abaissement des températures, des outils et des retours d'expériences.

<https://reseaux-chaleur.cerema.fr/sites/reseaux-chaleur-v2/files/fichiers/2023/09/Guide>

Lancement du Programme National Ponts Travaux : 35 m€ pour accompagner les collectivités dans la réparation de leurs ouvrages communaux / Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la mobilité et l'Aménagement

Cerema.fr, 19/09/2023

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/lancement-du-programme-national-ponts-travaux-35-meu>

Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, et Clément Beaune, ministre chargé des Transports, ont annoncé ce jour le lancement du Programme National Ponts Travaux, un dispositif d'accompagnement des communes pour la réparation de leurs ouvrages d'art à hauteur de 35 M€ dont le pilotage est confié au Cerema. Près de 32 000 communes sont éligibles.

[↩ Retour sommaire](#)



Alicante a sauvé son agriculture grâce au recyclage des eaux usées

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 18/09/2023, n° 2682, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41002953>

POURQUOI ?

Confrontée à un stress hydrique, Alicante a développé très tôt le recyclage des eaux usées, qui sert principalement à l'irrigation agricole et à l'arrosage d'espaces verts.

POUR QUI ?

Tous les agriculteurs de cette zone bénéficient de cette ressource, ainsi que les habitants à travers l'arrosage des espaces verts et la protection incendie.

COMMENT ?

Il faut, pour le recyclage, ajouter un traitement tertiaire des eaux usées qui permet d'arriver à une qualité d'eau équivalente à celle d'une eau de rivière.



La collectivité lance sa marque d'électricité verte

WEKA le mag, 09/2023, n° 11, p. 38-39

La communauté de communes Saône-Beaujolais a lancé, le 9 mai, sa propre marque d'électricité verte, Bôwatts. Un pari audacieux pour la collectivité qui souhaite proposer une énergie moins chère et plus propre à ses habitants.

Projets bas carbone : passage à l'action

Traits urbains, 09/2023, n° 137, p. 30-41

Le secteur de la construction a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. En 2020, il représentait 43% des consommations énergétiques et 23% des émissions de CO² de la France. Parmi les leviers à activer, les processus de construction, les matériaux au premier rang desquels le bois sur lequel se concentrent beaucoup d'efforts, le recyclage et la réversibilité des bâtiments. . .

Des solutions désormais bien identifiées et offrant encore de nombreux potentiels pour se décliner plus largement et à diverses échelles. Point d'étape sur des stratégies et projets qui visent toujours plus loin en matière de décarbonation des opérations urbaines et immobilières.

« Faire de notre métropole un territoire à énergie positive »

Intercommunalités, 09/2023, n° 365, p. 20-25

<https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2023/09/INTERCO-Magazine285.pdf>

Orléans métropole accueillera la 33e convention des intercommunalités de France, les 11, 12 et 13 octobre prochains. Son président Serge Grouard, en présente les projets résolument engagés dans la transition écologique.

<https://www.intercommunalites.fr/magazine-intercommunalites/>



Une commune se fait label

Techni.cités, 08/2023, n° 2683, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/884581>

Pour concrétiser ses nombreux projets de transformation urbaine, la commune de Belleville-en-Beaujolais crée son propre label Ville bioclimatique et positive. Une manière globale d'envisager végétalisation, aménagements urbains et production d'énergie.



Une PPI pour la transition des bâtiments communaux

Techni.cités, 08/2023, n° 2683, p. 29-31

Vincennes a mis en place un programme ambitieux de sobriété énergétique dès 2021, en préambule à un programme pluriannuel d'investissement visant l'ensemble de son patrimoine bâti.

Retour sur les actions mises en œuvre, les résultats obtenus mais aussi sur les difficultés et les freins rencontrés.

[↩ Retour sommaire](#)

Bâti scolaire : petites dépenses, grandes économies [Dossier]

Techni.cités, 08/2023, n° 365, p.17-22

Le patrimoine scolaire est le premier levier des collectivités pour réduire leur consommations énergétiques car il est vaste et inoccupé une bonne partie du temps, ce qui laisse une marge de manœuvre importante. Le décret Eco énergie tertiaire oblige tous les bâtiments tertiaires de plus de 1000 m² à réduire leurs besoins de 40% pour 2030, 50% en 2040 et 60% en 2050. Pour y parvenir, pas besoin de rénover du sol au plafond ses établissements scolaires en les bardant de capteurs dernier cri. Mieux vaut commencer par optimiser la gestion technique de son bâti existant.

Une carte pour suivre les PCRS de tout le pays

Techni.cités, 08/2023, n° 365, p. 42

Chaque collectivité devrait avoir accès à un plan corps de rue simplifié fin 2026. Face aux retards, une start-up d'Etat a créé des outils d'accompagnement, dont une carte rassemblant l'avancée de tous les projets en cours.

<https://pcrs.beta.gouv.fr/>

Social/Santé



Un archipel d'actions solidaires contre la précarité alimentaire

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/10/2023, n° 2684, p. 43

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41024117>

L'Archipel, tiers-lieu dédié à l'alimentation à Villeurbanne (métropole de Lyon - 148 600 hab.) , accueille plus de 300 personnes par jour. Il permet aussi de lutter contre l'isolement.

Bien vieillir : le maintien à domicile est-il la solution ?

Alternatives économiques, 10/2023, n° 439, p. 48-51

<https://www.alternatives-economiques.fr/bien-vieillir-maintien-a-domicile-solution/00108082>

Vieillir à domicile serait la panacée, selon le gouvernement. Mais le manque de structures d'accompagnement et de professionnelles, tout comme l'imposition de logiques industrielles au secteur, posent question.

Qualité de l'air et santé : quelles sont les mesures mises en place par les collectivités ? / Santé

Publique France, 26/09/2023

<https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2023/qualite-de-l-air-et-sante-queles-sont-les->

Santé publique France publie les résultats d'une enquête menée auprès des collectivités afin de recueillir les retours d'expérience sur les mesures mises en place pour réduire les émissions et les expositions à la pollution de l'air ambiant.

Lampedusa : aux portes de la forteresse Europe

Monde (le), 25/09/2023, p. 20-21

<https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/24/lampedusa-aux-portes-de-la-forteresse->

Aux confins de l'Europe et de l'Afrique, à la croisée des espoirs des migrants et des tensions européennes, l'île italienne voit son destin rythmé par la tragédie des naufrages. Elle est sous le feu des projecteurs depuis l'arrivée, mi-septembre, de milliers de demandeurs d'asile.

Petite enfance : le projet de loi sur l'emploi alarme les intercos

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 13

<https://www.lagazettedescommunes.com/887261>

La création du service public de la petite enfance pourrait percuter les organisations en place dans les territoires. Sans bénéfice.

[Retour sommaire](#)



Une aide apportée aux bénéficiaires du RSA entrepreneurs

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/09/2023, n° 2683, p. 45

<https://www.lagazettedescommunes.com/886791>

Seine-et-Marne 1,43 million d'hab.

Le département accompagne, avec trois opérateurs, des allocataires du RSA qui créent leur activité. La plus-value du dispositif a été démontrée par un cabinet.

Travail des immigrés : le grand déni français

Monde (le), 23/09/2023, p. 18-19

<https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/09/22/comment-le-travail-des-immigres-contribue-a->

Agents de sécurité, aides-soignantes, médecins hospitaliers... Les travailleurs venus d'autres pays sont essentiels pour faire fonctionner de nombreux secteurs. Enquête sur un déni français, loin du fantasme de la submersion démographique agité par l'extrême droite.

Nous, le vivant ! Pour faire rimer sciences et conscience

Libération, 22/09/2023, 12 p.

Face à l'urgence de la crise climatique et à l'effondrement de la biodiversité, nous devons prendre conscience de nos relations d'interdépendance avec le vivant et changer notre rapport au monde.

Education : les mineurs isolés « retardés » dans leur parcours scolaire, selon l'Unicef

Lemonde.fr, 20/09/2023

<https://www.lemonde.fr/education/article/2023/09/20/education-les-mineurs-isoles-retardes-dans->

Les 25 000 mineurs non accompagnés présents sur le territoire français perdraient entre six mois et trois ans de scolarisation à cause de la lenteur des procédures administratives, selon l'organe onusien de protection de l'enfance.

<https://www.unicef.fr/article/aller-a-lecole-le-combat-des-mineurs-isoles-sur-le-territoire-francais/>

Lutte contre la pauvreté : ce qu'il faut retenir du « Pacte des Solidarités »

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 19/09/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/886762/lutte-contre-la-pauvrete-ce-quil-faut-retenir->

Le plan présenté le 18 septembre par Elisabeth Borne s'inscrit dans la continuité du précédent, avec des mesures d'urgence et de plus long terme. Selon les associations, il manque d'ambition et de moyens pour réellement éradiquer la pauvreté.

Accompagner les parents dans un monde d'écrans

WEKA le mag, 09/2023, n° 11, p. 40-41

La ville de Bordeaux, en synergie avec les professionnels de santé, de la petite enfance et les partenaires institutionnels, a mis en place le projet "Bien grandir avec les écrans". Une campagne de prévention aux multiples supports afin de sensibiliser parents et professionnels aux risques numériques chez les tout-petits.

Une première en France. L'initiative a été distinguée par un prix Territoria Zèbre, à l'automne dernier.

Les tiers-lieux solidaires : une révolution silencieuse de l'action sociale territoriale ? / PASQUIER

Romain, DE GUIBERT Armelle, TEHEL Amelie

Pouvoirs locaux, 09/2023, n° 123, p. 21-25

Le développement exponentiel des tiers-lieux en France témoigne d'un engouement citoyen pour ces nouvelles formes d'action au service de collectifs pluriels à la ville comme à la campagne.

Au sein de l'écosystème des tiers-lieux, la réflexion se concentre ici sur ce que l'on qualifie de tiers-lieux solidaires. Si la solidarité et l'ouverture inconditionnelle à tous les publics sont des valeurs fondatrices de ces espaces, nous nous intéressons plus précisément à des tiers-lieux mettant en œuvre des dispositifs spécifiques à destination de publics en situation de vulnérabilité dans leur parcours de vie (accueil de jour, insertion par l'activité économique, hébergement d'urgence, accompagnement social. . .). Parfois situés à l'intersection entre solidarité autogérée et secteur social conventionnel, ces lieux expérimentent de nouvelles manières de faire face à de multiples enjeux sociaux contemporains (isolement social dans les zones rurales, crises migratoires, augmentation de la pauvreté, etc.). Ces tiers lieux solidaires sont-ils finalement les laboratoires de l'action sociale de demain ou actent-ils, au contraire, son déclin ?

[↩ Retour sommaire](#)

"Une seule santé" (One Health), un cadre nouveau pour l'action territoriale en santé publique

Pouvoirs locaux, 09/2023, n° 123, p. 14-20

Depuis de nombreuses années, l'accroissement significatif de la circulation des agents infectieux et des risques de pandémies, comme récemment le Covid-19, ont mis sur le devant de la scène le concept de One Health, "Une seule santé". Promu par des organisations internationales, "One Health" se définit par une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale aux échelles locale, nationale et planétaire. Le concept prône une approche en termes de prévention et non plus uniquement de réactions aux crises. Maladies infectieuses émergentes ou antibiorésistance. . . des sujets qui peuvent paraître éloignés des sujets d'intérêt des collectivités locales et pourtant "l'échelle locale" est appelée à agir et nombreux sont ceux qui pensent que les solutions émergeront des territoires. Si l'offre de santé et la santé publique sont la prérogative de l'État, les collectivités locales agissent, dans leur domaine de compétences, sur de nombreux déterminants de la santé. La crise sanitaire et de récents débats ont démontré leur volontarisme en matière de santé publique.

Le Conseil régional d'Aquitaine s'est fortement saisi du sujet. Il promeut l'approche "Une seule santé" dans toutes ses politiques publiques mais comment cela se traduit-il sur le plan opérationnel ?

Accueillir et intégrer les personnes réfugiées en milieu rural, 09/2023

<https://accueil-integration-refugies.fr/accueillir-et-integrer-les-personnes-refugiees-en-milieu-rural/>

Ce guide, en 2 parties, a l'ambition d'être un outil opérationnel permettant d'orienter et d'accompagner tout élu ou porteur de projet souhaitant favoriser l'accueil en milieu rural et contribuer à une meilleure intégration des réfugiés en France. Il a vocation à évoluer, être consolidé, enrichi et actualisé au gré des retours des acteurs de terrain.

Baromètre de suivi qualitatif de la pauvreté et l'exclusion sociale du CNLE

Synthèse des résultats de la deuxième vague – Hiver 2022/2023, 09/2023, 18 p.

<https://solidarites.gouv.fr/barometre-de-suivi-qualitatif-de-la-pauvrete-et-lexclusion-sociale-du-cnle>

Le baromètre qualitatif du CNLE est un instrument de vigilance sociale alimenté par les remontées de terrain d'une pluralité de réseaux d'acteurs (associations, services publics et organismes divers) qui accompagnent les populations en situation de précarité ou exprimant des difficultés.

Isolement des personnes âgées et liens entre générations indifférence ou désintérêt entre jeunes et vieux : réalités ou préjugés ?

Petits frères des pauvres (Les), 09/2023, 120 p.

<https://www.petitsfreresdespauvres.fr/informer/prises-de-positions/pour-creer-davantage-de-liens->

Comme chaque année, les Petits Frères des Pauvres dévoilent un nouveau rapport sur l'isolement des personnes âgées. Dédié cette fois-ci aux liens entre les générations, il révèle notamment l'importance accordée à ces relations mais aussi l'existence de préjugés qui peuvent empêcher les réelles rencontres...

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...



Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>



Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)